

Rapport et proposition de la commission de vérification des comptes à l'assemblée générale des actionnaires du chemin de fer du Gothard = Bericht und Antrag der Revisionskommission an die Generalversammlung der Aktionäre der Gotthardbahn-Gesellschaft

Autor(en): Speiser, Wm. / Sidler, F. / Grob, J. E.

Objektyp: Article

Zeitschrift: Rapport de la Direction et du Conseil d'Administration du Chemin de Fer du Gothard

Band (Jahr): 15 (1886)

PDF erstellt am: 22.07.2024

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-622969>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Rapport et proposition

de la

Commission de vérification des comptes

à

**l'Assemblée générale des actionnaires du chemin de fer du Gothard
du 27 juin 1887**



Les soussignés, membres de la commission de vérification des comptes instituée par l'Assemblée générale du 28 juin 1886, ont l'honneur de vous présenter leur rapport sur les travaux auxquels ils ont procédé les 1^{er} et 2 juin courant.

En première ligne nous avons comparé le bilan bouclé au 31 décembre 1886 avec les différents comptes du grand livre, et successivement ces derniers avec le bilan annuel figurant au rapport de gestion; toutes les écritures ont été trouvées en concordance parfaite.

Ensuite nous avons pris au hasard quelques articles du volumineux compte d'exploitation et soumis ceux du mois de décembre à une vérification détaillée tant aux recettes qu'aux dépenses.

Pour le compte de construction également, nous avons examiné en détail toutes les factures et quittances du mois de décembre et compulsé aussi les comptes de l'économat, des ateliers et des biens-fonds.

Tous ces comptes ne donnent lieu à aucune observation.

Ainsi que nos prédécesseurs, nous pouvons faire ressortir avec satisfaction l'ordre et la clarté qui règnent dans la comptabilité et sont une garantie pleine et entière de l'exactitude et de l'efficacité du contrôle.

La vérification de la caisse et du portefeuille a été effectuée par un de nos collègues qui a reconnu la concordance des montants avec ceux indiqués pour le 31 mai 1887 dans les livres respectifs.

La qualité des lettres de change quant à la valeur des signatures est entièrement satisfaisante.

En consultant les procès-verbaux y relatifs, nous nous sommes assurés que l'examen minutieux des lettres de change, effets et valeurs, examen prescrit par les règlements, avait été fait par un Membre (soit par le Suppléant) de la Direction dans le courant de décembre 1886 et plus tard en mai par trois administrateurs (dans cette dernière opération les effets et valeurs ont été vérifiés au moyen de tirages au sort); ces vérifications ont permis de constater la présence réelle de tous les titres appartenant à l'Administration ou confiés à sa gestion.

Dans notre vérification du dépôt des effets et valeurs, nous nous sommes bornés à prendre au hasard un certain nombre de titres que nous avons trouvés conformes aux registres de contrôle.

Nous avons encore à remercier MM. le chef-comptable et le caissier principal de l'empressement obligeant avec lequel ils nous ont secondés dans nos travaux.

Dans leur rapport du 5 juin 1886, nos prédécesseurs avaient exprimé le vœu que le Conseil d'administration voulût bien liquider dans le plus bref délai possible la question de la quote-part devant revenir éventuellement aux actionnaires sur les économies réalisées sur le coût d'exécution du grand tunnel. Par communication verbale, la Direction nous a appris qu'elle avait étudié cette question très compliquée et l'avait soumise au Conseil d'administration, sans cependant que ce dernier ait eu jusqu'ici l'occasion de la discuter.

Les résultats de l'exercice 1886 se trouvent exposés dans le rapport de gestion (page 39).

En tenant compte des prélèvements sur le fonds de renouvellement, le résultat financier demeure de fr. 443,000 en chiffres ronds au-dessous de celui de 1885; le solde ordinaire considérable reporté à 1886, ainsi que la part au solde extraordinaire de fr. 276,429.19, permettent cependant de distribuer un dividende égal à celui de 1885.

Il est vrai que par là le solde fin 1886 (fr. 116,000 en nombres ronds) se trouve ramené à peu près au chiffre du solde fin 1885 (fr. 106,000 en nombres ronds).

En ce qui concerne la mise en compte des intérêts du reste des fonds de construction, point sur lequel le rapport de gestion s'étend longuement (pages 6 à 13), la Direction nous a déclaré avoir liquidé l'affaire avec le Conseil fédéral suisse dans le sens du chiffre 2 (page 13) et que l'arrêté du 23 juillet 1886 (page 7) avait été rapporté. Cette question a donc trouvé une solution satisfaisante.

Suivant l'exposé de la page 15 du rapport, l'émission d'obligations 4% contre remise par le Consortium des obligations 5% échues ou rachetées, s'est limitée en 1886 à la somme de fr. 1,200,000.

L'émission d'obligations 4% atteignait fin 1886 le chiffre total de val. nom. . fr. 60,495,000. — sur lequel la Compagnie a, en pertes de cours et frais, payé en tout et porté au compte „dépenses à amortir“ „ 6,022,524.02 (environ le 10% de la somme émise).

A la page 43, il est fait mention de la caisse de secours et de pensions pour les fonctionnaires et employés.

Nous voulons croire que l'augmentation de la subvention fournie à cette caisse par la Compagnie, rencontrera auprès des actionnaires la même approbation unanime qu'auprès de votre commission.

Quant à nous, nous saluons cette mesure avec plaisir, comme aussi l'enquête ouverte par la Direction sur l'état de la Caisse, enquête qui se fait conformément aux principes techniques admis en matière d'assurances.

Nous terminons notre rapport par la proposition suivante:

„L'Assemblée générale décide d'approuver les comptes de 1886 et d'en donner décharge avec remerciements à la Direction ainsi qu'au Conseil d'administration.“

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Lucerne, le 2 Juin 1887.

Les commissaires-vérificateurs:

W^m. Speiser.

E. Sidler.

J. E. Grob.

Bericht und Antrag

der

Revisionskommission

an die

Generalversammlung der Aktionäre der Gotthardbahn-Gesellschaft vom 27. Juni 1887.

Die Unterzeichneten, Mitglieder der von der Generalversammlung vom 28. Juni 1886 ernannten Revisionskommission, beehren sich über die unterm 1. und 2. lauf. Mts. von ihnen vorgenommenen Untersuchungen Bericht zu erstatten.

Wir haben in erster Linie die uns vorgelegte Bilanz per 31. Dezember 1886 mit den Einzel-Conti des Hauptbuches punktirt und jene hinwieder mit der im Geschäftsbericht enthaltenen Jahresrechnungsbilanz verglichen und sämmtliches in bester Ordnung gefunden.

Sodann haben wir aus der umfangreichen Betriebsrechnung einzelne Posten herausgegriffen und diejenige des Monats Dezember, sowohl in den Einnahmen als den Ausgaben, einer detaillirten Prüfung unterzogen.

Von der Baurechnung haben wir ebenfalls die den Monat Dezember umfassende nach den Einzel-Belegen untersucht und auch von den Rechnungen über die Materialverwaltung, den Werkstättebetrieb, den Viegenschaftsconto Einsicht genommen.

Diese sämmtlichen Rechnungen geben zu keinen Ausstellungen Anlaß.

Wie unsere Vorgänger, können auch wir mit Befriedigung die Klarheit und Uebersichtlichkeit der Rechnungen hervorheben, die wohl die sicherste Bürgschaft für eine genaue zweckentsprechende Kontrolle sind.

Die Verifikation der Kasse und des Wechselportefeuilles, die durch eines unserer Mitglieder vollzogen wurde, hat die Uebereinstimmung der Bestände mit den in den betreffenden Büchern angegebenen pro 31. Mai 1887 ergeben.

Die Qualität der Wechsel hinsichtlich Solidität der Unterschriften ist eine durchaus befriedigende.

Wir überzeugten uns auch durch Einsichtnahme der bezüglichen Protokolle, daß die durch die Reglemente vorgeschriebenen durchgreifenden Verifikationen der Wechsel und Werthschriften durch ein Mitglied (bezw. durch den Ersatzmann) der Direktion im Laufe Dezember 1886 und durch drei Mitglieder des Verwaltungsrathes im Laufe des Monats Mai vorgenommen worden sind (letztere bei den Werthschriften durch Stichprobe) und das richtige Vorhandensein sämmtlicher der Verwaltung angehörenden, bezw. durch sie verwalteten Titel ergeben haben.

Bei unserer Besichtigung des Werthschriften-Archives haben wir uns darauf beschränkt von den Titeln Einzelne auf dem Wege der Stichprobe zu verifiziren; wir haben dieselben in Uebereinstimmung mit den Kontrol-Registern gefunden.

Anerkennend heben wir noch die Bereitwilligkeit hervor, mit welcher uns die Herren Hauptbuchhalter und Hauptkassier bei unserer Arbeit an die Hand gegangen sind.

In ihrem Bericht vom 5. Juni 1886 haben unsere Vorgänger den Wunsch ausgesprochen, der Verwaltungsrath wolle die Angelegenheit der den Aktionären eventuell zufallenden Quote für Ersparniß auf den Baukosten des großen Tunnels beförderlichst zum Austrage bringen. Aus den mündlichen Eröffnungen der Direktion vernehmen wir, daß sie die sehr komplizierte Frage geprüft und dem Verwaltungsrath unterbreitet hat, ohne daß Letzterer indessen bis jetzt Gelegenheit gehabt hat, sich mit derselben zu befassen.

Ueber das Resultat des Jahres 1886 gibt der Geschäftsbericht (pag. 39) Aufschluß.

Das Finanzergebniß, unter Berücksichtigung der Zuschüsse aus dem Erneuerungsfond, steht mit rund Fr. 443,000 hinter demjenigen des Jahres 1885 zurück, indessen erlaubt der von 1885 reichlich vorgetragene gewöhnliche Saldo, sowie der Antheil an dem außerordentlichen Saldo von Fr. 276,429. 19, die Vertheilung einer ebenso großen Dividende wie die des Jahres 1885.

Allerdings findet sich der Saldo per Ende 1886 (rund Fr. 116,000) ungefähr auf denjenigen per Ende 1884 (rund 106,000 Fr.) zurückgeführt.

Anlangend die Verrechnung der Zinserträge auf den restirenden Baugeldern, über welche Angelegenheit der Geschäftsbericht sich einläßlich verbreitet (pag. 6—13), hat uns die Direktion eröffnet, daß dieselbe mit dem h. Schweiz. Bundesrath im Sinne von Ziffer 2 pag. 13 geordnet und die Verfügung vom 23. Juli 1886 (pag. 7) aufgehoben ist. Damit findet sich diese Frage in befriedigender Weise gelöst.

Laut Aufstellung auf pag. 15 des Berichtes hat sich die Ausgabe von 4% gegen Einlieferung durch das Syndikat von verfallenen oder zurückgekauften 5% Obligationen im Jahre 1886 auf den Betrag von Fr. 1,200,000 beschränkt.

Die ausgegebenen 4% Obligationen erreichen auf Ende 1886 die Gesamtsumme von nominal

Fr. 60,495,000. —

auf welcher die Gesellschaft insgesammt an Kursdifferenz und Spesen „ 6,022,524. 02 (rund 10% der emittirten Summe) geleistet und auf Conto zu amortisirende Verwendungen getragen hat.

Auf pag. 44 wird der Unterstützungs- und Pensionskasse für die Beamten und Angestellten Erwähnung gethan.

Wir nehmen an, daß die erhöhten Leistungen der Gesellschaft zu Gunsten der Kasse wie bei Ihrer Kommission so auch bei den Aktionären ungetheilten Beifall finden werden.

Unsererseits begrüßen wir diese Maßnahmen, wie auch die von der Direktion eingeleitete Untersuchung des Standes der Kasse auf Grund versicherungstechnischer Prinzipien.

Schließlich beantragen wir:

„Die Generalversammlung wolle beschließen, die Rechnungen pro 1886 sind unter Verdankung an die „Direktion und den Verwaltungsrath abzunehmen und zu genehmigen,“ und verharren mit dem Ausdruck vorzüglichster Hochachtung.

Luzern, den 2. Juni 1887.

Die Revisions-Kommission:

Wm. Speiser.

E. Sidler.

J. C. Grob.